

# CoOPéquité | Une approche inclusive basée sur la participation, la bonne gouvernance et le genre

Financé par l'Union européenne, le programme CoOPéquité de la FAO soutient la mise en œuvre de politiques et de mesures encourageant le développement d'organisations de producteurs et de productrices (OP) équitables et performantes, en partenariat avec l'UPA, l'Union des Producteurs Agricoles du Québec. Rencontre avec Carol Djeddah et Dubravka Bojic, chargées de la mise en œuvre de ce programme.



## Qu'est-ce que « CoOPéquité » ?

**CD:** Cela signifie « Coopérative », « OP » pour organisation de producteurs/productrices, et « équité ». L'approche est basée sur le genre et la bonne gouvernance.

**DB:** C'est à la fois un programme et une approche novatrice globale qui se sont construits sur l'expérience des acteurs. Avant, il y avait des bonnes pratiques, mais sur des sujets spécifiques. Dans ce cadre, nous sommes dans une approche globale intégrée qui prend en compte les politiques, les organisations et les individus.

## Le programme CoOPéquité concerne quels pays ?

**CD:** Au Niger, nous nous sommes basés sur le travail de Dimitra et nous avons utilisé les résultats d'une étude sur la place des femmes dans les OP dans laquelle on voyait que les femmes étaient présentes comme membres, mais qu'au niveau décisionnel, ça se réduisait à presque rien, et encore moins en ce qui concerne le leadership.

Par ailleurs, on a également commencé à mettre en œuvre l'approche CoOPéquité au Kenya, au Ghana dans le cadre d'une initiative régionale et en Ethiopie.

## Quelle est l'histoire de CoOPéquité ?

**CD:** L'approche est née durant l'Année Internationale pour les Coopératives en 2012. Il y a eu énormément de débats sur les coopératives, leur rôle dans le contexte mondial, comment elles fonctionnent, qui participent, etc. A partir de là, et du fait qu'on avait développé une publication au sein de la FAO avec le FIDA sur les bonnes pratiques dans les institutions rurales,<sup>1</sup> on s'est dit qu'il fallait mettre en pratique ce qui avait été développé.

Les auteurs de la publication ont collecté une soixantaine de bonnes pratiques auprès d'organisations qui fonctionnent bien dans les différents continents, des OP, des coopératives, des associations à différents niveaux : au niveau de base mais aussi au niveau régional, comme par exemple le Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA).

**DB:** Ensemble, ces acteurs ont choisi un certain nombre de pratiques considérées comme les meilleures pratiques pour le bon fonctionnement des organisations. La conclusion était que, pour que les organisations puissent bien se développer et fournir des services adaptés aux petits producteurs et productrices, afin de réduire la pauvreté et améliorer leur bien-être,

il faut (1) qu'il y ait des liens entre les agriculteurs et agricultrices, que les organisations naissent d'un intérêt commun entre tous et toutes; (2) que les organisations interagissent entre elles, qu'elles échangent les expériences, qu'elles s'unissent dans des fédérations ou des unions. Ça leur permet de parler d'une seule voix, d'être plus fortes et représenter les intérêts de leurs membres et; (3) que les organisations interagissent avec les autres acteurs (le gouvernement, le secteur privé, etc.) tout au long de la chaîne de valeur. C'est ça la base de l'approche CoOPéquité.

**CD:** Le constat a été fait qu'on travaillait au niveau des organisations de producteurs mais qu'on ne les reliait pas suffisamment à tous les niveaux (individuel, organisation et politique), ce qu'on appelle travailler sur l'environnement porteur. (...)

Enfin, il faut dire que nous essayons de voir avec Dimitra comment faire le lien au niveau communautaire. Les clubs d'écoute Dimitra pourraient être exactement ce qu'il nous faut pour sensibiliser les membres sur les OP et sur le fait que, en rejoignant une OP, les membres de la communauté, en particulier les jeunes et les femmes, peuvent bénéficier d'un soutien au niveau économique et social.

**DB:** J'ajouterais aussi considérant l'approche, qu'elle aborde la situation dans son intégralité. Même si un travail à un niveau particulier est certainement utile, mettre en lien les actions est encore plus efficace. Une organisation ne peut pas bien se développer dans un environnement qui n'est pas porteur, une organisation ne peut pas fournir des services à ses membres si elle ne communique pas et ne connaît pas les besoins et les intérêts de ceux-ci. Enfin, les membres ne seront pas capables d'exprimer leurs besoins s'ils n'ont pas accès à des informations pertinentes. L'échange d'informations sur base de relations équitables entre différents acteurs est essentiel, notamment pour leur implication à tous les niveaux.

**CD:** C'est une autre spécificité de CoOPéquité : faciliter la mise en place de plateformes d'information et de dialogue entre tous les acteurs sur des thèmes bien précis. Il s'agit de mécanismes de concertation où les problèmes doivent être résolus. Les plateformes inclusives permettent de réunir autour de la même table tous les acteurs, les membres des OP, hommes et femmes y compris.

### **L'Union des Producteurs Agricoles du Québec (UPA) est un partenaire clé dans CoOPéquité, quelle est la nature de cette collaboration ?**

**CD:** Elle est variable. Dans tous les cas, l'UPA est partenaire du projet. Ils ont contribué à la mise en place, au Québec, d'un cadre juridique permettant que la voix des OP soit prise en compte par le gouvernement. C'est une union d'organisations de producteurs qui a également des programmes de coopération dans des pays en développement. Ils parlent le même langage que les OP et les unions avec qui nous travaillons, cela a un impact très important.

**DB:** Oui, ils ont beaucoup d'expérience, ils travaillent depuis 20 ans en Afrique. Ils se basent sur l'idée qu'il faut toujours partir d'une excellente connaissance du contexte d'un pays, échanger avant de voir quelle est la meilleure direction à prendre.

### **Dans la pratique, quelles sont les activités de CoOPéquité ?**

**CD:** On travaille au niveau pays. Par exemple, au Niger on a commencé par un atelier avec tous les acteurs (faitières, unions, organisations paysannes, services des Ministères, représentants des 3N – la stratégie nationale pour la sécurité alimentaire dépendant de la Présidence, des partenaires techniques et financiers, etc.) au cours duquel on a fait une

analyse de leurs performances en termes de gouvernance et d'équité, et on a développé ensemble un plan d'action. Plus particulièrement, il a été convenu que la FAO facilitera le processus de renforcement du dialogue et de concertation, de renforcement des capacités organisationnelles, notamment sur les questions de gouvernance et d'équité, ainsi que dans des domaines techniques spécifiques.

En effet, un dialogue efficace entre les OP et les instances gouvernementales est considéré nécessaire pour la réalisation des stratégies concernant la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Niger. De la même manière, une meilleure concertation entre les différentes OP et le renforcement de leurs capacités de mobilisation et de proposition sont cruciales pour qu'elles soient en mesure de représenter les petits producteurs et productrices auprès des décideurs politiques. La FAO et l'UPA soutiennent et facilitent ces processus.

**DB:** Suite à la dernière réunion sur la concertation entre les OP organisée par CoOPéquité, les acteurs ont décidé de se réunir entre eux pour définir une stratégie de plaidoyer. (...) Ce pro-

cessus devrait permettre la durabilité de l'approche. Après avoir posé les bases, les acteurs devront pouvoir continuer sans nous.

### **N'y a-t-il pas déjà des structures faisant ce travail au Niger ?**

**CD:** Oui, plusieurs cadres existent, mais ils ne sont pas fonctionnels et l'égalité entre les sexes n'est souvent pas respectée. Il faut dire que CoOPéquité n'invente rien de nouveau, mais soutient les initiatives existantes afin de les renforcer. C'est valable ailleurs qu'au Niger, même si chaque pays est dans une phase différente. Il y a par exemple des pays où il existe de très nombreuses structures. On a aussi rencontré des défis là où un processus de décentralisation est en cours car il existe des plateformes au niveau de la capitale, mais il apparaît que les acteurs en veulent également au niveau décentralisé. Chaque contexte est unique!

#### **\* Pour en savoir plus, contacter**

[Carol.Djeddah@fao.org](mailto:Carol.Djeddah@fao.org)  
[Dubravka.Bojic@fao.org](mailto:Dubravka.Bojic@fao.org)

<sup>1</sup> Des institutions rurales innovantes pour améliorer la sécurité alimentaire, FAO & FIDA, 2012.

